Ghana

Total des besoins :
7 898 071 dollars E.-U.

Environnement opérationnel

Contexte

Des élections présidentielles et législatives doivent se tenir au Ghana à la fin de l'année 2008. La situation générale en matière de sécurité demeure calme dans le pays, malgré des conflits sporadiques entre chefs communautaires dans le nord-est.

Avec plus de 31 000 réfugiés et demandeurs d'asile présents sur son territoire, le Ghana accueille la plus importante population réfugiée d'Afrique occidentale. La plupart d'entre eux sont originaires du Libéria et vivent sur le site d'installation de Buduburam, près d'Accra. En avril 2008, suite à des manifestations de ressortissants libériens qui demandaient à être réinstallés, le Gouvernement a arrêté et expulsé seize d'entre eux, dont treize réfugiés.

En 2008, les Gouvernements du Ghana et du Libéria, en concertation avec le HCR, ont décidé de relancer pour six mois l'opération de rapatriement librement consenti des Libériens depuis le Ghana, afin d'offrir à quelque 12 000 réfugiés (soit 50 pour cent des réfugiés libériens encore présents au Ghana) une chance de regagner leur pays. Depuis le début de cette opération en avril 2008, le HCR a aidé quelque 7 500 personnes à regagner le Libéria par voie aérienne, tandis que d'autres rentraient par leurs propres moyens.

Le Ghana accueille en outre des réfugiés de diverses nationalités au camp de Krisan, un site isolé à environ 250 kilomètres d'Accra. Les Togolais réfugiés dans le pays vivent au sein des communautés d'accueil dans la région de la Volta, tandis que les réfugiés et demandeurs d'asile urbains sont dispersés à Accra et aux alentours. La législation ghanéenne permet aux demandeurs d'asile de demeurer dans le pays jusqu'à ce qu'ils aient épuisé tous les recours pour obtenir le statut de réfugié.

Besoins

Le HCR et le Gouvernement entameront des pourparlers sur l'intégration sur place des réfugiés libériens lorsque les objectifs de rapatriement fixés dans le cadre de l'accord tripartite entre le Haut Commissariat, le Libéria et le Ghana auront été atteints. En 2009, le Gouvernement pourrait chercher à fermer le camp de Buduburam pour réinstaller dans des communautés locales les réfugiés libériens restants.

Le HCR assurera une assistance juridique et des programmes d'autosuffisance pour aider les réfugiés libériens comme les réfugiés togolais à s'intégrer sur place. Le Haut Commissariat prévoit également de fermer le camp de Krisan en 2009 et de rechercher des solutions durables pour les réfugiés qui y vivent encore. L'Organisation achèvera d'établir le profil des réfugiés et demandeurs d'asile urbains, en vue de rationaliser l'assistance destinée à ces groupes, en coordination avec d'autres bureaux du HCR en Afrique occidentale.

Objectifs principaux

- Appuyer les efforts déployés par les réfugiés libériens et togolais encore présents au Ghana pour atteindre l'autosuffisance économique.
- En coopération avec d'autres bureaux du HCR dans la région de la CEDEAO, solliciter un autre statut de résidence pour les réfugiés de longue date demeurés dans le pays, afin de régulariser leur séjour.
- Appuyer l'intégration des infrastructures du camp de Buduburam dans les projets de développement locaux,

en tenant compte des besoins et des priorités des réfugiés et de la population d'accueil.
- Trouver des solutions durables pour les réfugiés qui vivent encore au camp de Krisan.
- Aider le Comité ghanéen pour les réfugiés à s'acquitter des obligations du Ghana, concernant la prise de décisions sur les demandes d'asile déposées depuis longtemps.

Cibles prioritaires

- Les réfugiés libériens et togolais qui ne sont pas en mesure de regagner leur pays d'origine se voient attribuer un éventail plus large de droits, similaires à ceux dont jouissent les citoyens ghanéens.
- Tous les réfugiés sierra-léonais et libériens sont informés des modalités et des conséquences de la clause de cessation, et le Gouvernement bénéficie d'une aide pour faire face à l'augmentation des demandes de détermination du statut de réfugié (DSR).
- Les infrastructures du camp de Buduburam sont intégrées aux projets de développement locaux, en concertation avec le gouvernement et la population locale.
- Des réfugiés de diverses nationalités regagnent leur pays d'origine en bénéficiant d'une aide au titre du projet régional de rapatriement en Afrique occidentale.
- Les demandes d'asile sont traitées rapidement par le Comité ghanéen pour les réfugiés.

Stratégie et activités

Réfugiés libériens au camp de Buduburam

Le Gouvernement ayant décidé de réinstaller les réfugiés restant au camp de Buduburam au sein de communautés plus petites, le HCR évaluera en détail la faisabilité et les conséquences de ce projet, en coordination étroite avec l'Équipe des Nations Unies dans le pays, les ONG partenaires et les donateurs. Dans le même temps, le Haut Commissariat continuera d'appuyer les réformes structurelles à Buduburam, destinées notamment à améliorer les conditions de vie et à intégrer le site dans la communauté locale. Toutes les infrastructures et les services du camp, concernant notamment l'éducation et la santé, seront transférés aux autorités locales en 2009.

Le HCR entend également promouvoir le renforcement des droits accordés aux réfugiés au Ghana, sur le plan juridique et socio-économique, et recherchera pour eux des possibilités de parvenir à l'autosuffisance. L'Organisation préconisera l'octroi de droits de résidence, conformément aux protocoles de la CEDEAO et aux pratiques en vigueur dans les autres pays de la région qui accueillent des réfugiés. Le Haut Commissariat participera aux frais de délivrance de documents tels que des cartes consulaires et des passeports CEDEAO. Il appuiera également la décision du Gouvernement d'accorder la citoyenneté et le statut de résident permanent à tout réfugié intéressé pouvant attester de liens parentaux ou matrimoniaux avec des ressortissants ghanéens.

Réfugiés togolais

Quelque 3 500 réfugiés ont bénéficié d'une aide au rapatriement du HCR dans le cadre d'un accord tripartite signé en avril 2007. Ce programme de rapatriement s'achèvera en 2008. Des projets d'autosuffisance et axés sur la communauté dans les secteurs de l'agriculture, de la petite entreprise et de la pêche viendront en aide aux réfugiés qui optent pour l'intégration sur place au Ghana. Les populations d'accueil bénéficieront également de ces projets.

Réfugiés du camp de Krisan

Le HCR recherchera des solutions durables pour les réfugiés de longue date se trouvant dans une situation complexe. En accord avec les priorités définies par les évaluations participatives, le Haut Commissariat ajustera l'assistance fournie dans les secteurs de la sécurité, de la prévention de la violence sexuelle et sexiste, de la santé, de l'alimentation, de l'éducation et des articles non alimentaires, afin de maintenir un niveau de vie acceptable. Toutes les femmes en âge de procréer recevront des protections périodiques.

Chiffres prévisionnels

Type de population	Origine	Janvier 2009		Décembre 2009	
		Total dans le pays	Nb pers. assistées par le HCR	Total dans le pays	Nb pers. assistées par le HCR
Réfugiés	Libéria	15 000	15 000	8 000	8 000
	Togo	4 000	4 000	2 000	2 000
	Soudan	400	400	200	200
	Pays divers	70	70	100	100
Demandeurs d'asile	Pays divers	110	110	100	100
Total		19 580	19 580	10 400	10 400

Réfugiés urbains

Les réfugiés urbains ont des difficultés à atteindre l'autosuffisance. Bon nombre d'entre eux auront besoin de solutions d'intégration sur place spécifiquement adaptées à leurs cas. Les réfugiés urbains qui ont besoin d'une assistance médicale seront adressés à des dispensaires ou à des hôpitaux publics pour y recevoir un traitement. Les personnes ayant des besoins spécifiques seront hébergées dans des centres de transit et recevront des couvertures, des ustensiles de cuisine et des protections périodiques.

Contraintes

La décision du Gouvernement de fermer le camp de Buduburam et de transférer les réfugiés libériens qui y vivent encore au sein de communautés ghanéennes pourrait susciter des difficultés financières et logistiques, qui affecteront tant les réfugiées que la population locale. Certains réfugiés des camps de Buduburam et de Krisan continuent à soutenir que la réinstallation est la seule solution pour remédier durablement à leur situation.

Organisation et mise en œuvre

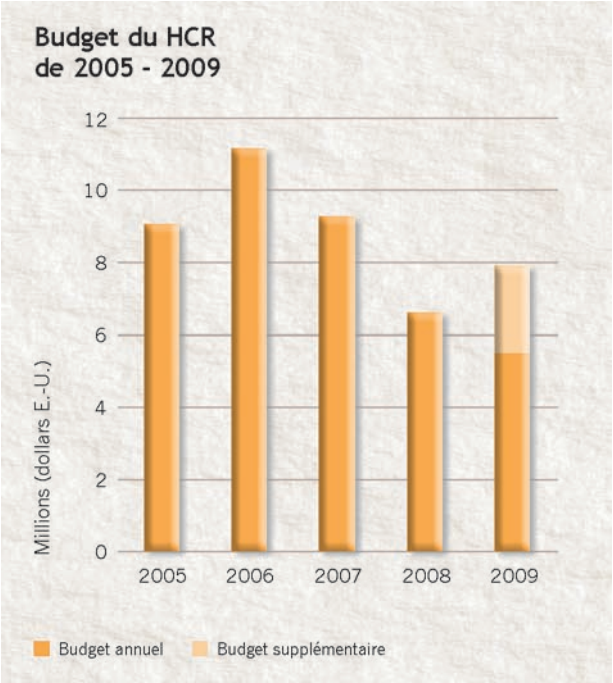
Présence du HCR	
Nombre de bureaux	2
Effectif total	40
Fonctionnaires internationaux	5
Collaborateurs nationaux	35

Coordination

Toutes les opérations concernant les réfugiés sont menées en coordination avec le Comité ghanéen pour les réfugiés. Un groupe spécial chargé des solutions durables pour les réfugiés, créé dans le cadre de l'Équipe des Nations Unies dans le pays, coopère avec les autorités sur des questions liées à la phase post-rapatriement. Depuis 2007, l'ONUDI, la FAO et le HCR travaillent de concert sur un programme biennal, visant à appuyer les réfugiés et leurs communautés d'accueil à Buduburam et à Krisan.

Des réfugiés libériens rentrent chez eux depuis le Ghana.

Partenaires
Partenaires d'exécution
Organismes gouvernementaux : Comité ghanéen pour les réfugiés, ministère de l'Intérieur, Organisation nationale de gestion des catastrophes, Service ghanéen de l'éducation, Services ghanéens de la santé
ONG : *Assemblies of God Relief and Development Service, Christian Council of Ghana,* Secrétariat catholique national, *Women's Initiative for Self-Empowerment*
Autres : Société ghanéenne de la Croix-Rouge, *Right to Play*
Partenaires opérationnels
Autres : FAO, FNUAP, OIM, OMS, ONUDI, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNICEF



Informations financières

Le budget global, qui avait atteint 8,5 millions de dollars E.-U. au plus fort de l'opération ghanéenne en 2006, est retombé à 5,5 millions de dollars en 2009, du fait du succès des activités de rapatriement dans la région. Le budget annuel sera complété par un budget supplémentaire de 2 350 000 dollars E.-U. pour couvrir les besoins additionnels en matière d'intégration sur place dans le pays.

Le programme régional supplémentaire pour l'intégration des groupes résiduels de réfugiés en Afrique occidentale est décrit dans le chapitre consacré à cette sous-région.

Budget (dollars E.-U.)

Activités et services	2008	2009		
	Budget-programme annuel	Budget-programme annuel	Budget-programme supplémentaire Intégration locale des réfugiés libériens	Total
Protection, suivi et coordination	1 712 653	1 533 247	342 500	1 875 747
Abris et autres infrastructures	514 307	398 713	663 431	1 062 144
Activités génératrices de revenus	20 000	21 256	375 000	396 256
Appui opérationnel (aux partenaires)	386 632	215 028	80 391	295 419
Assainissement	223 709	191 305	100 000	291 305
Assistance juridique	487 375	361 355	325 000	686 355
Besoins domestiques	64 273	31 605	0	31 605
Eau	168 677	116 908	0	116 908
Éducation	394 125	286 958	108 763	395 721
Production vivrière	60 000	43 150	29 381	72 531
Santé	435 885	398 713	250 000	648 713
Services aux communautés	296 200	245 539	80 412	325 951
Transport et logisitique	406 936	629 470	0	629 470
Total des opérations	5 170 773	4 473 247	2 354 878	6 828 125
Appui au programme	966 755	1 069 946	0	1 069 946
Total	6 137 528	5 543 193	2 354 878	7 898 071

Note: Le Budget-programme supplémentaire n'inclut pas un prélèvement de sept pour cent opéré sur les contributions afin de couvrir les dépenses d'appui indirectes du HCR.